

M. Bill Clarke (député, Vancouver-Quadra):

Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures. Vu la réponse donnée lundi à l'honorable représentante de Kingston et les Îles comme quoi les préparatifs de la conférence des Nations Unies sur les établissements humains qui doit se tenir à Vancouver l'année prochaine vont se poursuivre, et vu la réaction des Nations Unies au report par le Canada de la conférence de Toronto, le ministre peut-il maintenant nous dire quelles sont les intentions du gouvernement au sujet de l'admission des délégués à la conférence de Vancouver; il ne faut pas oublier que si la décision à cet égard tarde autant que celle qui concernait la conférence de Toronto, le Canada se trouvera de nouveau dans une situation délicate, et Vancouver risquera de graves ennuis financiers en raison des dispositions prises à la demande du gouvernement fédéral.

L'honorable Allan J. MacEachen (secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures):

Monsieur l'Orateur, voici ce qu'il en est. Les préparatifs de la conférence de Vancouver se poursuivent. Il n'est absolument pas question de revenir là-dessus, je l'ai déjà déclaré à la Chambre, et j'ai le plaisir de le confirmer aujourd'hui encore. En ce qui concerne l'admission de membres de l'OLP, j'ai fait ailleurs un exposé de la situation. C'est une question qui relève du ministre de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration, mais qui ne devrait pas à mon avis se poser dans ce cas-ci. Le gouvernement a décidé que les membres de l'OLP qui ne sont pas des terroristes bénéficieront d'un permis du ministre pour se rendre au Canada sur l'invitation d'organisations canadiennes réputées, ou pour y assister à des conférences des Nations Unies.

Débats de la Chambre des communes
Volume 119, numéro 179, p. 7934.